Toutes voiles dehors ! Perspectives 1999-2000 de l'économie française

Valérie Chauvin, Gaël Dupont, Françoise Charpin, Hervé Péléraux, Xavier Timbeau, Eric Heyer

▶ **To cite this version:**

Valérie Chauvin, Gaël Dupont, Françoise Charpin, Hervé Péléraux, Xavier Timbeau, et al.. Toutes voiles dehors ! Perspectives 1999-2000 de l'économie française. Lettre de l'OFCE, 1999, 190, pp.1-8. hal-01073535

HAL Id: hal-01073535

https://sciencespo.hal.science/hal-01073535

Submitted on 10 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TOUTES VOILES DEHORS

*Perspectives 1999-2000 pour l'économie française**

Les perspectives de l'économie française sont bonnes : la croissance du PIB s'accélère de 2,6 % en 1999 à 3,5 % en 2000. L'année 1999 est en léger retrait par rapport à 1998 (« trou d'air ») à cause du ralentissement de l'industrie induit par la crise asiatique et ses conséquences sur l'économie mondiale. En réponse au ralentissement de 1999 par rapport à 1998, la reprise en fin d'année 1999 et durant l'année 2000 est vigoureuse. Les facteurs qui ont pesé à la baisse au début 1999 se sont inversés et jouent positivement : la demande de nos partenaires européens, en particulier, et les échanges mondiaux, en général, sont, comme l'attestent les données récentes, dans une phase de reprise.

Ainsi, la crise asiatique et les désordres consécutifs ont, durant trois trimestres, maintenu la croissance de l'économie française en-dessous de 2,5 % en rythme annuel. La récession des pays asiatiques a eu un impact direct sur nos échanges avec la zone, dégradant notre solde extérieur et pesant sur nos exportations industrielles. Certes, la France a été moins exposée que ses voisins européens, en particulier l'Italie et l'Allemagne, mais le ralentissement de l'activité en Europe a pesé très significativement sur la production industrielle française.

Ce ralentissement explique le pessimisme des industriels à l'hiver dernier. Au printemps, la moyenne des prévisions pour l'année 1999 était révisée en baisse de 0,5 point de croissance du PIB. Cette révision était en partie fondée sur un scénario d'extension de la crise asiatique à d'autres zones géographiques, conduisant à un enchaînement négatif accentué par la réaction de l'économie américaine.

Ce scénario gris apparaît aujourd'hui moins probable et l'attention se porte, à nouveau, et sans doute à raison, sur les éléments positifs qui caractérisent la situation conjoncturelle.

Tout d'abord, la vigueur de la demande interne ne se dément pas. Les dépenses des ménages sont un infatigable moteur de la croissance. Depuis maintenant plus de deux ans, un revenu en progression régulière et un taux d'épargne stable se combinent pour donner à la consommation un rythme de croissance soutenu. Les ménages ont confiance dans l'évolution économique et le traduisent dans leur comportement. L'amélioration du marché du travail alimente cet optimisme. Les créations d'emplois, qu'elles soient le fait de la croissance retrouvée ou de la politique de l'emploi — à ce jour les emplois jeunes, demain les 35 heures — non seulement contribuent à la progression du revenu des ménages mais aussi, parce que la baisse du chômage réduit les risques futurs, diminue l'argument de précaution dans le comportement d'épargne.

L'investissement des entreprises est le second moteur. Son comportement est plus volatil, mais les chiffres issus de la nouvelle comptabilité nationale (base 95) donnent une vision du passé récent plus facile à interpréter. Le taux d'investissement croît depuis le début de la reprise, à des aléas conjoncturels près.

La vigueur de la demande interne est, à la fin de l'année 1999, renforcée par l'environnement extérieur. Les pays asiatiques sortent rapidement de récession et les problèmes structurels, qui subsistent probablement, n'empêchent pas le mouvement de reprise déjà amorcé. Par ailleurs, la crise asiatique n'a pas provoqué, à ce jour, de ralentissement aux Etats-Unis. Le commerce mondial, très bien orienté, traduit cette bonne situation conjoncturelle. L'Europe s'engage aussi dans la reprise et les relations entre les pays européens démultiplient le mouvement de croissance.

1. Contributions à la croissance du PIB

Moyenne annuelle (en %)	1997	1998	1999	2000
Dépenses des ménages	0,1	2,0	1,3	1,4
Investissement des entreprises	0,1	1,1	1,1	0,9
Dépenses des administrations	0,4	0,3	0,4	0,6
Variations de stocks	0,3	0,4	0,0	0,2
Total de la demande interne	0,9	3,8	2,8	3,1
Solde extérieur	1,1	0,3	0,2	0,3
PIB	2,0	3,4	2,6	3,5

Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévision OFCE en 1999-2000.

A la différence de 1998, l'ensemble des composantes contribue positivement à la croissance et, tant qu'il n'y a pas de coup de vent, toutes les voiles de l'économie française sont hissées. C'est pourquoi la croissance sera plus forte en 2000 qu'en 1998.

Par ailleurs, la croissance française est supérieure à la moyenne de ses partenaires européens, notamment à celle de l'Allemagne ou de l'Italie ; mais elle est inférieure à celle de l'Espagne ou de certains « petits » pays européens, qui sont encore dans une situation de rattrapage.

L'écart avec l'Allemagne ou l'Italie, outre des différences de croissance potentielle, trouve sa source dans trois raisons. La première est une réaction asymétrique à la crise asiatique et à ses conséquences, de par la structure géographique et par produit du commerce extérieur. Par exemple, la chute des importations russes en 1998 a joué de façon très différente sur la France et l'Allemagne : la part de la Russie dans le commerce français est de 0,6 % contre 1,8 % dans le commerce allemand.

En deuxième lieu, la France a souffert de conditions monétaires restrictives durant une bonne partie de la décennie 1990. L'Italie, mais aussi l'Espagne ou le Royaume-Uni ont pu profiter des dévaluations de leurs monnaies. L'Allemagne, menant la réunification, a bénéficié d'une politique de taux adaptée à sa situation. Ces conditions monétaires plus strictes

* Ce texte résume l'article du même titre, à paraître dans la *Revue de l'OFCE*, n° 71, octobre 1999. Cette prévision a été réalisée à l'aide du modèle trimestriel de l'économie française Mosaïque, par l'équipe de la Division France du Département Analyse et Prévision composée de Françoise Charpin, Valérie Chauvin, Gaël Dupont, Eric Heyer, Hervé Péléraux et Xavier Timbeau. La prévision tient compte des informations disponibles à la fin septembre 1999 et intègre les comptes nationaux trimestriels de septembre 1999, à savoir les volumes et les valeurs jusqu'au deuxième trimestre 1999.

ont entraîné une moindre consommation et un moindre investissement, et la France a accumulé un retard qu'elle rattrape.

La troisième raison du dynamisme français est la politique de l'emploi. En 1999, 80 000 emplois sont attribuables à la politique de l'emploi, principalement les emplois jeunes, et environ 130 000 si l'on tient compte des 35 heures. C'est, pour l'année 1999, un tiers des créations d'emploi, qui s'élèvent en glissement à 360 000. Si les conséquences à moyen terme de cette politique de l'emploi sont toujours objet de débat, leur impact à court terme est réel.

Commerce extérieur : légère contraction des excédents

En 1999, la balance commerciale française enregistre avec retard les effets de la crise financière, qui, partie de l'Asie, s'est propagée à un grand nombre de pays. Malgré un environnement international peu porteur, le commerce extérieur français de marchandises devrait continuer néanmoins de dégager des excédents en 1999, autour de 180 milliards de francs, contre 225 milliards l'année précédente, confirmant que dans un contexte de marché mondial moins dynamique, l'économie française demeure compétitive.

A l'horizon de notre prévision, la demande mondiale connaîtra un net redressement. La reprise en Asie et le soutien continu des Etats-Unis devraient marquer le second semestre 1999. L'enjeu pour la fin de l'année 1999 et pour 2000 se focalise sur le commerce intra-européen qui représente plus de 60 % de l'ensemble de nos échanges. Au premier semestre, les exportations et les importations avec l'Union européenne ont diminué respectivement de 1,8 % et 3,4 % en valeur. Une nette amélioration est apparue au début du troisième trimestre, en particulier dans la zone euro. De même, la reprise des échanges dans le secteur des biens intermédiaires, particulièrement exposé à la concurrence internationale et qui avait été le plus durement touché par la crise asiatique, peut être associée à l'amélioration générale des perspectives de production en Europe et dans le monde.

En somme, l'année 1999 sera une année de transition pour le commerce extérieur français et le solde subirait ainsi à la fois les effets du ralentissement économique du premier semestre et ceux du rebond en Europe de la fin de l'année. Sur sa lancée, la contribution du commerce extérieur à la croissance française redeviendrait positive en 2000 (0,3 point contre – 0,2 point en 1999).

Croissance sans inflation

La hausse du cours du pétrole, et plus modestement, celle du dollar font s'interroger sur une éventuelle reprise de l'inflation mondiale. En France, ces craintes paraissent exagérées. L'évolution du prix du pétrole n'aura pas l'impact qu'elle a pu avoir dans le passé : l'épisode de hausse devrait être de courte durée, la place du pétrole et des dérivés pétroliers comme source d'énergie a fortement diminué et l'indexation des salaires aux prix est moins forte.

Ainsi, les prix à la consommation croissent à un rythme annualisé de seulement 0,6 % malgré une hausse du prix de l'énergie de près de 10 %, du fait de l'atonie des autres postes. Par ailleurs, les indicateurs plus avancés ne montrent aucun signe de tension : tout au plus la remontée des prix des matières premières (dont l'énergie) en euros a-t-elle induit une stabilisation de la baisse des prix de production industriels, tandis que le pouvoir d'achat des salaires a progressé à un rythme étonnamment faible pendant la période de désinflation non anticipée. Par la suite, la reprise des cours des matières premières devrait se diffuser dans l'économie. Cependant ce mouvement resterait limité du fait de la modération salariale et de l'absence de saturation des capacités de production à l'horizon de la prévision : les prix à la consommation progresseraient de 1,2 % en 1999 et de 0,8 % en 2000 en glissement annuel, et les prix hors énergie, de 0,9 % puis 1,3 %.

Une fois encore, la modération des coûts salariaux fait que les marges des producteurs sont peu touchées par la remontée des prix des consommations intermédiaires. La reprise de l'activité en 1999 génère des gains de productivité, après le ralentissement à la charnière 1998-1999, du fait du retard des créations d'emplois sur les variations de l'activité. Dans une moindre mesure, la faible progression du pouvoir d'achat du salaire (+ 1,4 % en glissement annuel), alors même que l'inflation a fortement ralenti de façon non anticipée (de 0,5 point en glissement) montre la faiblesse des augmentations négociées. Cette tendance est confirmée par l'enquête trimestrielle dans l'industrie.

Stabilisation du taux d'épargne en 2000

La consommation des ménages avait connu une période de croissance relativement vive, du troisième trimestre 1997 au deuxième trimestre 1998, grâce à une forte progression du pouvoir d'achat. Ensuite, les ménages ont ralenti leur rythme de consommation jusqu'en juin 1998 de façon à le rendre plus compatible avec l'évolution de leurs revenus. De plus, les investissements en logements, dopés par la fin de la mesure Périssol, ont légèrement évincé les autres dépenses des ménages. Mais la confiance des ménages reste à un niveau exceptionnellement élevé et l'encours de leurs crédits a fortement progressé au cours du premier semestre 1999. Les indicateurs de consommation du troisième trimestre montrent une reprise. Le taux d'épargne des ménages diminuerait donc légèrement, atteignant 15,9 %, un niveau dont il s'écarterait peu à l'horizon de la prévision.

Le ralentissement ne remet pas en cause le schéma de reprise de l'investissement

Dans le contexte de ralentissement conjoncturel qui a marqué les entreprises depuis an, l'investissement productif est apparu singulièrement dynamique au début de 1999 : avec une hausse de 3 % entre la fin 1998 et la mi-1999, les dépenses sont restées soutenues.

Les achats exceptionnels d'Airbus par Air France au premier semestre ont masqué le tassement conjoncturel des autres composantes de l'investissement. Le climat des affaires dans le commerce de gros en biens d'équipement semble d'ailleurs plus compatible avec un rythme de progression des acquisitions d'équipements, voisin de 5 %, qu'avec celui de 7,5 % décrit par les comptes nationaux.

2. Equilibre ressources-emplois en biens et services marchands (aux prix de 1995)

	Niveau (Mds F 95)	Taux de croissance trimestriels en %						Taux de croissance annuels en %		
	1998	1999		2000				1998	1999	2000
		T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB total	8 266	1,2	1,0	0,7	0,9	0,8	0,8	3,4	2,6	3,5
Importations	1 934	2,4	1,6	1,5	1,6	1,8	1,7	9,4	2,6	6,9
Consommation des mØnages	4 525	1,0	0,7	0,6	0,5	0,5	0,6	3,6	2,4	2,6
Consommation nette marchande des administrations	1 944	1,1	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	1,1	1,6	2,8
FBCF totale	1 554	0,8	1,1	1,2	1,2	1,5	1,0	6,1	5,9	4,7
dont : entreprises	871	0,8	1,5	2,1	1,8	2,3	1,5	7,3	5,8	6,9
mØnages	373	0,9	0,7	0,5	0,2	0,3	0,2	3,4	7,4	2,3
administrations	311	0,5	0,5	-0,4	0,4	0,6	0,6	6,0	4,3	1,1
Exportations	2 133	2,6	2,0	1,7	1,6	1,7	1,7	6,9	1,7	7,6
Variations de stocks (en milliards de F 95)	45	11,2	14,1	11,5	16,4	17,8	19,2	44,7	43,0	64,9
Produits manufacturØs										
Production	3 672	1,5	1,5	1,2	1,2	0,8	0,6	5,6	3,0	4,8
Importations	1 368	3,0	1,8	1,4	2,0	2,0	1,9	10,4	4,4	7,9
Exportations	1 459	3,2	2,2	1,9	1,8	2,0	1,9	9,2	3,3	8,9

Sources : INSEE-comptes trimestriels, prØvision OFCE en 1999-2000.

3. Quelques rØsultats significatifs

	Evolutions trimestrielles						MA	GA	MA	GA	MA	GA
	1999		2000				1998		1999		2000	
	T3	T4	T1	T2	T3	T4						
Emploi total (en milliers)*	117,6	119	79	115	109	94	279	331	304	363	409	396
dont industrie	11,0	11,0	11,0	17,0	12,0	6,0	4,0	14,0	8,0	18,0	44,0	46,0
Demandes d'emploi non satisfaites (en milliers)	34	35	24	50	46	37	44	110	132	142	142	156
Prix la consommation (en %)	0,6	0,3	0,3	0,2	0,3	0,1	0,7	0,3	0,6	1,2	1,2	0,9
Salaire horaire moyen dans les entreprises non financiŁres (en %)	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,8	2,3	2,1	2,4	2,8	3,6	3,7
MØnages												
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %)	0,6	0,5	0,5	0,7	0,6	0,7	3,1	2,5	2,6	2,2	2,3	2,5
Taux d'Øpargne (en points)	15,9	15,8	15,7	15,9	15,9	16,0	15,9		16,0		15,8	
Taux d'Øpargne financiŁre (en points)	8,6	8,4	8,3	8,5	8,8	9,1	8,9		8,8		8,6	
Entreprises												
ExcØdent brut d'exploitation/valeur ajoutØe (en points)	39,5	39,2	39,3	39,3	39,3	39,2	40,1		39,5		39,3	
Taux d'autofinancement** (en points)	85,6	80,4	85,8	82,3	76,8	73,3	93,7		85,9		79,6	
Administrations												
CapacitØ de financement/PIB (en points)	2,3	1,8	2,1	1,7	1,9	1,7	2,8		2,2		1,9	
Taux de prØlŁvement obligatoire (en points)	44,9	45,1	44,5	44,8	44,4	44,4	44,9		45,1		44,6	
Taux d'intØrŒt du marchØ monØtaire (en points)	2,7	2,9	3,0	3,2	3,4	3,5	3,6		2,8		3,3	

Notes : MA moyenne annuelle ; GA : glissement annuel.
* Les donnØes de l'emploi, du chømage et des salaires sont en base 1980.
** Epargne brute/FBCF.
Sources : INSEE-comptes trimestriels, prØvision OFCE en 1999-2000.

4. HypothŁses d'environnement international et soldes extØrieurs

	Evolutions trimestrielles						Moyennes annuelles		
	1999		2000				1998	1999	2000
	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Demande de produits manufacturØs adressØe la France (en %)	3,0	2,5	2,2	2,0	1,8	1,8	6,7	2,5	9,1
Prix des concurrents en devises (en %)	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	2,9	4,0	1,3
Prix des importations d'Ønergie en $	31,6	22,5	8,0	0,0	4,3	9,1	33,1	41,1	21,9
Prix des importations en francs (en %)	2,1	1,5	0,6	0,8	0,2	0,6	1,4	1,3	2,6
Prix des exportations en francs (en %)	0,7	0,5	0,5	0,4	0,3	0,0	0,7	0,1	0,8
Solde des biens et services (Mds de francs)	42	40	47	44	47	50	223	180	186
Solde des marchandises FAB-FAB (Mds de francs)	16	13	14	12	12	14	93	56	52

Sources : INSEE-comptes trimestriels, prØvision OFCE en 1999-2000.

Mais il ne s'agit bien que d'un ralentissement de l'investissement, et non pas d'un recul. Les indicateurs de tension dans l'industrie, goulots de production et taux d'utilisation des capacités, s'ils ont cessé de s'élever depuis un an, demeurent, en moyenne sur la période, à un niveau élevé. Le jugement sur la capacité de production, quant à lui, ne témoigne pas d'une diffusion notablement accrue de l'excès de capacité chez les industriels.

Ainsi, la croissance de l'investissement se poursuivrait-elle, tout en accusant, dans la seconde moitié de 1999, l'effet retardé du ralentissement de l'activité : au cours du second semestre, les dépenses croîtraient de 2,3 %, soit un rythme annuel inférieur à 5 %. Mais sur l'ensemble de l'année, quoiqu'en net ralentissement par rapport à 1998, les dépenses augmenteraient encore de plus de 5 %, du fait d'un acquis exceptionnel de début de période.

La reprise de l'activité au second semestre 1999 inciterait les entreprises à reprendre leur effort d'équipement au début de l'année prochaine. Ainsi, le volume d'investissement pourrait-il s'élever, en moyenne annuelle, d'environ 7 %. Le taux d'investissement, prolongeant le redressement vigoureux de 1998, retrouverait alors ses niveaux du début de la décennie.

Les créations d'emplois entraînent une baisse du chômage

Les créations d'emplois sont restées soutenues au cours du premier semestre 1999 ; dans les secteurs marchands non agricoles, les effectifs salariés se sont encore accrus de 120 000 personnes, après une hausse de près de 130 000 au cours du second semestre 1998. Depuis le second semestre 1997, les créations d'emplois semestrielles n'ont jamais été inférieures à 100 000. Comme de coutume, les secteurs tertiaires ont été à l'origine de la totalité des emplois supplémentaires. Notons cependant que le secteur de l'intérim, dont les effectifs sont rattachés aux services aux entreprises, a subi plus nettement le contrecoup du ralentissement.

Le rythme des créations d'emplois devrait demeurer vigoureux au cours des prochains trimestres. D'abord, la reprise de l'activité au troisième trimestre 1999 maintiendra un rythme d'embauches rapide : spontanément, les créations se seraient élevées à 120 000 au second semestre 1999. L'application de la loi Aubry devrait renforcer les effets favorables de la croissance sur l'emploi. Près de 50 000 emplois viendraient s'ajouter aux créations spontanées. Au total, malgré le ralentissement de l'activité, les secteurs marchands créeraient autant d'emplois que l'année dernière, soit près de 290 000. En 2000, l'effet des 35 heures jouerait plus intensément :120 000 emplois supplémentaires par rapport à l'évolution spontanée porteront l'ensemble des créations à 320 000.

Aux créations dans les secteurs marchands, s'ajouteront encore cette année et l'année prochaine celles d'emplois aidés dans les secteurs non marchands. L'emploi total s'élèverait ainsi de 360 000 en 1999 et de près de 400 000 l'année prochaine.

La baisse du chômage, que ces prévisions sous-tendent, reste exceptionnelle au regard de son évolution de longue période. Le nombre des sans-emploi baisserait de 140 000 en 1999 et de 160 000 en 2000. Au total, l'économie française aura créé plus de 1 million d'emplois en trois ans. Le chômage, quant à lui, aura reculé de 410 000 personnes. Le taux de chômage au sens du BIT, en revenant à 10,4 %, rejoindrait ainsi son niveau de la mi-1992.

Finances publiques : les dividendes de la croissance

Le ralentissement qu'a connu l'économie française au premier trimestre 1999 a eu peu d'impact sur les finances publiques. En 2000, la poursuite de la réduction du déficit public est essentiellement due au dynamisme des recettes induit par la croissance économique. Le gouvernement finance une hausse modérée de ses dépenses « actives » par la diminution des charges d'intérêt due à la baisse des taux. Et le dynamisme économique lui permet de voter des baisses d'impôts de presque 40 milliards de francs. Mais les réformes structurelles (impôt sur le revenu et taxe d'habitation) ont été remises à l'année prochaine. La croissance permet également de rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale, dont les dépenses devraient ralentir en 2000, sous l'effet des mesures prises par le gouvernement, notamment dans le domaine de la santé. Au total, l'impulsion publique sera *grosso modo* nulle et le déficit des administrations publiques pourrait atteindre 1,6 % du PIB. La spirale de l'endettement serait interrompue.

En 2000, les allègements d'impôts portent principalement sur la fiscalité indirecte et favorisent les ménages. Il s'agit essentiellement de la baisse de la TVA sur les travaux d'entretien (presque 20 milliards), de la diminution d'environ 20 % des droits de mutation sur les logements (4,6 milliards) et de la suppression du droit au bail pour les 80 % de ménages qui payent un loyer inférieur à 2500 francs par mois (3,2 milliards). La suppression de la surtaxe de 10 % sur les bénéfices des entreprises sera en partie compensée par la limitation des possibilités d'exonération des dividendes versés par une filiale à sa société mère et par l'instauration de la contribution sociale sur les bénéfices (CSB), qui financera une partie des baisses de cotisations sociales patronales associées à la réduction du temps de travail.

Le gouvernement poursuit sa politique protéiforme en faveur de l'emploi. La réduction de la part salariale de la taxe professionnelle se poursuit et 100 000 nouveaux emplois jeunes vont être créés en 2000. La mise en œuvre de la réduction du temps de travail va s'accélérer. Les entreprises ayant signé des accords bénéficieront d'importantes réductions de charges patronales sous la forme d'une aide forfaitaire de 4000 francs par an et par salarié et de baisses dégressives jusqu'à 1,8 SMIC. Les entreprises ayant signé un accord en 1999 bénéficieront d'aides supplémentaires. Le gouvernement estime le coût total de ces aides entre 62 et 67 milliards l'année prochaine, financées pour 47 milliards par des taxes affectées (taxe sur les tabacs, taxe « verte » et CSB) et par le budget de l'emploi (7 milliards). Il souhaite faire contribuer les organismes sociaux pour financer le solde, mais ceux-ci y sont hostiles. En fait, l'effet sur l'emploi de la mesure induirait une hausse des ressources des organismes sociaux, et une baisse des prestations chômage, supérieures à la participation demandée par le gouvernement. De plus, les ressources de la taxe sur les heures supplémentaires pourraient être mobilisées.

ISSN N° 0751-66 14 — Commission paritaire n° 65424 — Directeur de la publication J.-P. Fitoussi — Imprimerie Bialec S.A., Nancy.